



EN GIRONDE, UNE INGÉNIERIE LOCALE ET GRATUITE POUR ELU.ES ET HABITANT.ES EN PASSE D'ÊTRE LIQUIDÉE PAR LE GOUVERNEMENT ET LE DÉPARTEMENT !

STOP AUX NOUVEAUX LICENCIEMENTS AU CAUE 33

MAINTIEN DU CAUE 33 ET DE TOUS LES CAUE MAINTIEN DE NOS MISSIONS D'INTERET GENERAL

Le 3 juin 2026,

Mesdames et Messieurs les élu-es,

Nous souhaitons vous interpeller concernant la situation inacceptable dans laquelle se trouve le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) de la Gironde, qui assure, comme tous les CAUE, une mission d'ingénierie locale et gratuite auprès des collectivités territoriales et des particuliers.

Pour rappel, les CAUE sont des associations indépendantes dont les missions sont insécables et définies par la loi sur l'Architecture de 1977. Il s'agit d'une des dernières ingénierie publique de proximité et de terrain, en particulier dans les territoires ruraux, comme le rappelle la récente tribune de soutien au CAUE de l'Association des Maires Ruraux de France (13 Mai 2026). Nous contribuons à l'émergence de vos projets locaux, à accompagner ceux de vos administrés, pour le bien commun et l'adaptation de nos territoires aux enjeux sociétaux actuels comme futurs, en particulier climatiques.

La CGT dénonce la politique générale du Gouvernement de méga-austérité et de destruction de toute l'ingénierie publique de proximité. En l'occurrence il s'agit de la destruction des CAUE et de la fiscalité de l'urbanisme associée (Taxe d'Aménagement), qui finance également en grande partie les collectivités locales (4,5% utilisés pour les CAUE). En 2025 il manquerait 880 millions d'euros aux collectivités, non collectés par Bercy par manque de moyens !

Cela se traduit en Gironde, avec l'aval potentiel du Département, par l'imposition d'un second plan de licenciement de la moitié de l'équipe restante, soit 10 collègues sur 20, après 6 licenciements déjà réalisés en 2025. Trop c'est trop ! Il faut dénoncer la responsabilité du Gouvernement en refusant les licenciements et en soutenant le CAUE de Gironde! Comme le font d'autres Départements !

Alors qu'au niveau national les 92 CAUE sont en grande difficulté, avec près de 150 postes supprimés en 2 ans, les nouveaux licenciements du CAUE 33, injustifiables (0.1% du budget du Département), signifient une condamnation à mort de notre structure, qui sera incapable de mener à bien ses missions auprès des élu-es et des habitant-es du territoire et qui verra son équipe fracturée.

Pire, ce serait au final le plan de licenciement le plus massif de tous les CAUE au niveau national (6+10 collègues), pire encore que la fermeture du CAUE de la Manche en 2025 (14 collègues). Nous ne pouvons l'accepter car ce serait déclencher une instabilité de tous les autres CAUE de la Région Nouvelle-Aquitaine (115 emplois). Ce serait aussi menacer encore plus les emplois de nos 900 collègues à l'échelle nationale, qui regarderont toutes et tous le Conseil Départemental de Gironde lors du **vote du budget prévu ce lundi 8 juin.**



Les CAUE, mobilisés depuis l'été 2025 contre leur liquidation par le Gouvernement, ont pourtant de nombreux soutiens :

- / Des parlementaires différents bords à l'Assemblée et au Sénat (questions, auditions, amendements au PLF ...)
- / Des élus locaux dont l'Association des Maires Ruraux de France, l'Association Départements de France, l'Association des Petites Villes de France, l'Association Sites de Cités Remarquables, la Fédération nationale des PNR, le réseau des Grands Sites de France ...
- / Des experts de l'aménagement du territoire dont l'Ordre des Architectes, la Fédération Française du Paysage, la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme, l'Association des paysagistes-conseils de l'État, les présidents des CA des Écoles Nationales d'Architecture et du Paysage ...
- / Des acteurs du patrimoine et de l'environnement dont le regroupement G7 Patrimoine (100 000 adhérents), le Comité National de la Biodiversité ...

Un rassemblement régional des salarié-es, pour le maintien des CAUE, avait déjà eu lieu à Bordeaux le 23 février 2026, avec une audience préfectorale. Une mission d'inspection interministérielle a été déclenchée, ordonnée par le Gouvernement à 4 ministères conjoints, et doit rendre un avis en juillet. Les parlementaires sont toujours mobilisés (rapport sur l'ingénierie territoriale en cours au Sénat ...).

Au vu des missions d'intérêt général des CAUE, et dans ce contexte politique national, nous vous demandons de prendre vos responsabilités et de faire stopper les licenciements dans le CAUE de Gironde ; pour maintenir ses missions et dire NON au Gouvernement et à sa politique de destruction de l'ingénierie publique de proximité !

Une mobilisation syndicale des CAUE, qui aura un caractère national, est d'ores et déjà prévue pour le 16 Juin devant le Département et la Préfecture de la Gironde !



Arthur Peyne
CGT CAUE
nationale



Stanislas Robert
CGT CAUE
de la Gironde



Anthony Dulouard
CGT NA Construction Bois
Ameublement



Nadège Viry
CGT DGFIP
Gironde



Marie-N Simon
CGT UL
Bordeaux centre

NON AUX LICENCIEMENTS !

MAINTIEN DU CAUE 33 ET DE TOUTES SES MISSIONS !